

Fédération de Russie

- Population : 142,5 millions
- PIB/hab. (en dollars) : 12 735
- Régime présidentiel à organisation fédérale
- Indice de développement humain (IDH) : 0,798 (50^e rang sur 187 pays)
- Indice d'inégalité de genre (IIG) : 0,276 (54^e rang sur 147 pays)
- Indice de perception de la corruption (IPC) : 29 points sur l'échelle de 0 (fort corrompu) à 100 (très peu corrompu)

- Aucune statistique nationale officielle sur la prostitution.
- Statistique non officielle : 3 millions de personnes prostituées en Fédération de Russie (*The Moscow Times*, 26 août 2015).
- Augmentation de l'exploitation sexuelle depuis la chute de l'Union Soviétique.
- Régime prohibitionniste : la prostitution est illégale et passible d'amendes, le proxénétisme et la tenue de maisons closes sont illégaux, mais l'achat de services sexuels n'est pas réprimé.
- Flou juridique autour de la définition de traite des êtres humains, qui est passible de 10 ans d'emprisonnement.
- Le gouvernement russe ne fait pas preuve d'initiatives pour empêcher l'exploitation sexuelle et pour aider les victimes.
- Très peu de condamnations rapportées à l'ampleur du problème.
- Grandes routes du trafic depuis la Fédération de Russie : la route « Baltique » par la Lituanie vers l'Europe et les Etats-Unis, la route « Caucasienne » par la Géorgie vers la Turquie, la Grèce et l'Italie, la route du « Moyen-Orient » par l'Egypte vers Israël et les autres pays du Moyen-Orient et la route « Orientale » par le nord de la Chine (*CARIM*, mai 2013).
- Problème majeur de traite des êtres humains à des fins d'exploitation, impliquant la prostitution infantine et le tourisme sexuel.
- Pays d'origine, de transit et de destination pour l'exploitation sexuelle.
- La plupart des victimes sont originaires des Etats de l'ex-bloc soviétique, d'Afrique et de l'Asie du Sud-Est (*U.S. Department of State*, juillet 2015).

Selon le rapport 2015 du Département d'Etat américain sur la traite des êtres humains, la Fédération de Russie est classée en catégorie 3 (Tier 3), c'est-à-dire dans le classement le plus bas du rapport. La Fédération de Russie, en même temps que la Chine et l'Ouzbékistan, a été dégradée de la catégorie 2 (Tier 2) dans laquelle elle figurait avant vers la liste de surveillance (Tier 2 Watch List) car il était devenu évident que le gouvernement ne prenait pas les mesures appropriées pour lutter contre ce phénomène problématique (*The Washington Post*, 23 juin 2013). La Fédération de Russie est un pays d'origine, de transit et de destination pour la traite des êtres humains. La corruption n'a fait qu'aggraver le problème au point que les victimes

ont l'impression de n'avoir nulle part où chercher de l'aide. Il existe de nombreuses entreprises privées et officielles corrompues qui peuvent éventuellement fournir des faux papiers pour les victimes ou agir ouvertement pour le trafic humain. Nombre d'entreprises s'affichent en tant qu'agences de tourisme pour éviter d'être soupçonnées par les autorités. Le trafic humain est devenu une industrie d'une telle envergure qu'il ne pourrait se perpétuer, de toute évidence, « sans la complicité des autorités russes » (*Tulane Journal of International Affairs*, 2012).

Le trafic sexuel et la prostitution forcée des femmes et des enfants n'ont fait qu'augmenter depuis la chute de l'Union soviétique. Les changements économiques et sociétaux ont provoqué une attitude et une demande nouvelles en matière de services sexuels. Dans son étude sur le trafic humain en Fédération de Russie, le Dr. Vladimir Mukomel expliquait que « la pauvreté, la rareté des emplois et la dégradation des services sociaux précipitaient les individus dans des comportements à risques et des actes irréfléchis parmi lesquels le consentement à des situations d'exploitation et de travail aliénant » (*CARIM*, 2013). Il expliquait également qu'une avancée avait été réalisée au début des années 2000 avec la signature de la Convention de l'ONU contre le crime organisé transnational et celle du Protocole pour prévenir, supprimer et punir la traite des personnes, en particulier celle des femmes et des enfants. Cela avait abouti à la mise en œuvre de lois de prévention du trafic humain, mais, depuis lors, le gouvernement ne s'est pas donné les moyens de réaliser leur objectif. Parmi les nombreuses femmes réduites à la misère et sans possibilité de trouver du travail à cause de leur genre, un grand nombre a dû recourir à la vente de leur corps pour assurer leur propre subsistance et celle de leurs familles.

Législation et condamnations

La prostitution est illégale d'après l'article 6.11 du Code des délits administratifs de la Fédération de Russie. Les personnes prostituées peuvent avoir à payer des amendes de 1 500 à 2 000 roubles (18 à 24 €/20 à 27 US\$). En 2014, elles ont payé plus de 9 000 amendes (*The Moscow Times*, 26 août 2015). Si la prostitution n'est pas considérée comme une infraction grave, la condamner peut empêcher les victimes de s'en échapper et de trouver d'autres emplois. L'achat de services sexuels n'est pas réprimé, accordant ainsi aux clients un véritable contrôle sur les personnes prostituées. A cause de cela, il ne reste aux personnes exploitées que peu de marge pour se protéger. Elles sont stigmatisées par la société en tant que délinquantes et souvent maltraitées par les forces de l'ordre, alors même qu'elles sont victimes de trafic humain. Cette loi lèse les personnes vulnérables qui ont été obligées de se prostituer pour assurer leur survie au lieu de les protéger.

De façon générale, il y a eu peu d'efforts pour faire évoluer le système vers la condamnation de ceux qui achètent des services sexuels, mais en 2014 une conseillère municipale de Saint-Pétersbourg, Olga Galkina, a rédigé un projet de loi qui imposerait de lourdes amendes aux clients de la prostitution. Les amendes mises en place iraient de 4 000 à 100 000 roubles (49 à 1 221 €/ 53 à 1 324 US\$) ou l pourrait y avoir une condamnation de 5 à 15 jours d'emprisonnement. Ce projet de loi comportait une inclusion intéressante, à savoir que si un client consentait à épouser la prostituée, les accusations seraient abandonnées (*RT-*

TV-Novosti, 27 octobre 2014). Cette loi n'est pas passée, mais, du moins, révèle-t-elle quelque effort pour mettre fin à l'exploitation sexuelle en Fédération de Russie.

La prostitution forcée, le proxénétisme et le trafic humain à des fins d'exploitation sexuelle sont tous illégaux d'après le Code pénal russe (articles 127, 240 et 241). L'article 127 criminalise la privation illégale de liberté et est utilisé pour poursuivre en justice la traite des êtres humains. Ce projet de loi a été critiqué parce qu'il restait trop vague et permettait aux trafiquants d'échapper aux condamnations. On n'y trouve pas de définition claire du fait d'être « exploité(e) » (*Tulane Journal of International Affairs*, 2012). L'article 240 rend la prostitution forcée et la prostitution organisée illégales. L'article 241 met fin aux maisons closes et à l'« organisation de repaires pour la prostitution ». Chacun de ces articles comporte des condamnations à des amendes et/ou à des peines diverses d'emprisonnement, selon les circonstances. Ces articles de loi semblent à priori acceptables, mais ils ne sont pas toujours mis en œuvre. Certaines personnalités gouvernementales accepteraient des pots-de vin et faciliteraient même ces pratiques. De plus, à cause de graves lacunes dans la législation, les poursuites en justice contre les trafiquants et les auteurs de violences n'aboutissent que rarement (*Tulane Journal of International Affairs*, 2012).

La traite des êtres humains est une question qui ne cesse de s'aggraver en Fédération de Russie. Malgré l'explosion de ce fléau depuis une dizaine d'années, de moins en moins de condamnations sont prononcées. L'ampleur du phénomène n'a rien à voir avec le nombre de victimes de la traite enregistrées et pourtant, le gouvernement russe ne semble pas faire d'effort actuellement pour corriger cette inadéquation. En 2014, trois personnes soupçonnées de traite des êtres humains ont été interrogées par les autorités gouvernementales, à comparer avec les 15 en 2013 et les 17 en 2012. En tout, 14 trafiquants ont été condamnés en 2014, par rapport aux 18 qui l'ont été en 2013 et aux 22 en 2012 (*U.S. Department of State*, juillet 2015). Il est donc évident que les poursuites judiciaires sont plus rares alors même que les chiffres du trafic sont en augmentation. Ces chiffres sont inacceptables et ont fortement contribué à la dégradation de la catégorie de la Fédération de Russie dans le rapport du Département d'Etat américain sur la traite des êtres humains.

Les victimes de l'exploitation sexuelle

Les profils des victimes de l'exploitation sexuelle en Fédération de Russie sont divers. Les groupes les plus fréquemment exposés aux risques prostitutionnels sont les jeunes, les femmes qui ne sont pas allées à l'école, les chômeurs, les pauvres, les immigrants et les enfants issus de milieux défavorisés (*CARIM*, 2013).

Les différentes régions de Fédération de Russie présentent des environnements variés en ce qui concerne la majorité des personnes prostituées. Par exemple, à Kazan, la plupart des personnes prostituées sont des mères célibataires. A Tomsk, beaucoup sont des étudiantes qui cherchent à financer leurs études. A Novosibirsk, comme à Barnaul, ce sont souvent des femmes dépendantes de drogues. Les victimes originaires de pays étrangers viennent en général de l'ex-bloc soviétique, d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. Plus de 80 % de ces victimes sont des femmes et des enfants, qui s'ajoutent aux centaines de milliers de personnes prostituées exerçant en Fédération de Russie (*Tiurukanova*, 2006).

Les différences entre les salaires se sont creusées parmi les pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) pendant que l'économie de la Fédération de Russie était à la traîne derrière les autres pays développés, aggravant encore la pauvreté. Alors que gagner sa vie grâce à la prostitution est illégal, il est très difficile pour les femmes, en particulier les mères célibataires, de trouver des emplois bien payés à cause de l'ancienne conception de la femme dans la société russe. La prostitution est une « tentative d'auto-conservation en Fédération de Russie : elle est un recours pour essayer de résoudre les problèmes de revenus et donc de subvenir aux besoins de la famille » (*Barents Studies: People, Economies and Studies*, 2014). Les victimes ne sont pas en général d'origine citadine, elles viennent dans les villes pour trouver du travail et s'y retrouvent victimes de l'exploitation sexuelle. Ces femmes et ces enfants cherchent souvent à fuir des contextes familiaux violents, mais retombent dans des situations d'oppression à cause de leur vulnérabilité. L'initiative prise par l'administration du Président Poutine, d'interdire l'adoption d'orphelins russes par des Américains, a abandonné davantage d'enfants aux risques de la traite (*The Washington Post*, 23 juin 2013).

Les victimes exploitées sexuellement en Fédération de Russie vivent de nombreuses expériences difficiles, outre le traumatisme de la prostitution. Les personnes prostituées y sont fréquemment victimes de graves violences et parce que leur activité est illégale, elles ne peuvent pas porter plainte. De nombreux cas de violences policières ont été rapportés : la prostitution étant condamnée par la société, la police considère que les abus contre les personnes prostituées sont acceptables, et il n'est pas rare qu'elles soient aussi volées ou rackettées par des policiers (*The Moscow Times*, 26 août 2015). Elles développent souvent des symptômes de peur et de méfiance qui représentent une aggravation des dommages psychologiques qu'elles subissent. L'absence d'espoir qui vient d'une surveillance et d'une violence sans issue est incroyablement préjudiciable à ces femmes (*Tulane Journal of International Affairs*, 2012).

L'épidémie du VIH/Sida ne cesse de s'étendre en Fédération de Russie depuis les années 1970. Le public est peu éduqué en termes de prévention des IST. Les personnes prostituées sont susceptibles de les contracter auprès des clients puis de les répandre à cause du tourisme sexuel et de la traite des êtres humains. Certains clients refusent toute protection et les personnes prostituées n'ont pas d'autre choix que d'accepter.

Enfin, il arrive très souvent qu'elles deviennent dépendantes de la drogue. Soit elles sont déjà toxicomanes et se prostituent pour payer leurs drogues, soit elles se tournent vers les drogues pour faire face aux difficultés de leurs vies. Les femmes qui exercent cette activité apprennent à ne pas se soucier de leur sécurité et à mépriser leur corps. Les dangers de l'utilisation de drogues, même dures, ne les alarment plus (*The Moscow Times*, 26 août 2015).

Les différentes formes d'exploitation sexuelle en Fédération de Russie

La traite des êtres humains fait entrer en Fédération de Russie des dizaines de milliers de personnes chaque année. Ce phénomène viole non seulement les droits humains mais pose, par ailleurs, un problème de sécurité intérieure pour le pays. En raison des migrations ainsi que de la traite des êtres humains, il y a entre 5 et 12 millions de travailleurs étrangers en Fédération de Russie et on estime que jusqu'à 20 % d'entre eux ont été sexuellement exploités (*U.S. Department of State*, juillet 2015). Le développement économique au cours des années

2000 a augmenté la demande en personnes prostituées. L'offre est venue assez rapidement des trafiquants. Les femmes avaient reçu des promesses d'emplois ou d'études à Moscou mais, en réalité, elles étaient recrutées par des agences de prostitution (CNN, 18 juillet 2008). Parce que les visas ne sont pas nécessaires pour voyager entre les Etats de la CEI (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Fédération de Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Ouzbékistan, Tadjikistan), les femmes et les enfants de ces pays sont les victimes les plus fréquentes car aucune législation n'empêche l'acheminement de personnes vulnérables à travers les frontières des états-membres. La Fédération de Russie n'adopte pas une approche suffisamment centrée sur la victime pour mettre un terme à la traite des êtres humains. Elle punit des victimes pour des infractions commises alors qu'elles n'étaient pas libres de leurs actes. On rapporte des cas de responsables qui ont expulsé des victimes plutôt que d'interroger ou de poursuivre leurs trafiquants. Le *Federal Migration Service* (FMS), n'ayant pas compétence pour enquêter sur des cas soupçonnés de trafic, son personnel n'a pas d'autre choix que de déporter les victimes (U.S. Department of State, juillet 2015). Lorsque ces dernières ne sont pas expulsées, elles sont souvent « rendues » directement à leurs trafiquants, ce qui aboutit à encore davantage de vulnérabilité et donc de violences (*Tulane Journal of International Affairs*, 2012).

Les femmes russes sont également exploitées dans des pays étrangers. De fausses annonces et des sites internet promettant de meilleurs emplois peuvent attirer ces femmes vers des réseaux de trafic dont elles ne pourront que rarement échapper. De nombreuses victimes racontent qu'elles ont été mal informées sur les raisons et les buts de leur transfert à l'étranger. Très souvent, on leur avait promis des emplois de danseuses, de serveuses, de mannequins, de filles au pair ou de domestiques (*Tiurukanova*, 2006). Une fois arrivées à l'étranger, elles étaient privées de leurs papiers et contraintes de se prostituer. Comme elles avaient accepté de voyager et ce, de plus, dans la légalité, il est très difficile de prouver et d'empêcher ces escroqueries.

La Fédération de Russie est en train de connaître une baisse de sa population. Le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a déclaré qu'entre 30 000 et 60 000 femmes et enfants sont enlevés à des fins prostitutionnelles chaque année. Au cours des deux dernières décennies, plus de 500 000 femmes ont été vendues et envoyées vers d'autres pays (*CARIM*, mai 2013). Le tourisme sexuel est très fréquent en Fédération de Russie, en particulier à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Les touristes viennent du monde entier parce qu'ils savent qu'ils ne sont pas dans l'illégalité lorsqu'ils achètent des services sexuels dans ce pays. De nombreux sites internet font de la publicité pour les femmes russes et pour cette activité.

L'exploitation sexuelle des enfants est également de plus en plus fréquente en Fédération de Russie. La production de pornographie infantile est de plus en plus répandue. Aujourd'hui, plus de la moitié de tous les sites de pornographie infantile dans le monde sont russes (*Tiurukanova*, 2006). Ces enfants viennent en général de milieux violents et essaient d'échapper à leurs parents. Une fois impliqués dans l'industrie du sexe, ils sont incités à boire de l'alcool et à prendre de la drogue afin d'être plus faciles à manipuler. En parallèle à l'augmentation de l'épidémie de VIH/Sida au cours des années 90, les services sexuels achetés auprès des mineurs se sont faits plus fréquents car les clients estimaient que ces derniers étaient moins susceptibles d'être porteurs d'IST. La conséquence est que la majorité

des personnes prostituées séropositives est aujourd'hui âgée de moins de 30 ans (*Tiurukanova, 2006*).

Les Jeux Olympiques de Sotchi

Les JO de Sotchi ont eu lieu en 2014. Leur organisation a impliqué un fort trafic humain. De nombreux travailleurs ont été déplacés depuis les différents pays de la CEI et exploités sur place. Un grand nombre de violations des droits de l'homme a eu lieu au cours de la mise en place des JO les plus chers de tous à ce jour. Le souci d'être prêt en temps voulu pour ces Jeux a supplanté tout intérêt pour les droits de l'homme (*TakePart, 7 février 2014*). De façon générale, on sait qu'il y a d'importantes importations de personnes prostituées pour les rencontres sportives. Même si la prostitution n'était pas censée être autorisée dans le village olympique, l'achat de services sexuels n'en a pas moins été très fréquent. Les Jeux ont été, par ailleurs, utilisés par les trafiquants sexuels pour attirer des jeunes femmes étrangères dans leur réseau. Britney Cason, journaliste sportive américaine a failli être recrutée aux Jeux de Sotchi comme grand reporter pour un important réseau médiatique. Ce n'est que quelques jours avant son départ qu'elle a compris que l'ensemble du projet n'était qu'une arnaque destinée à l'enrôler dans un réseau de trafic sexuel (*Business Insider, 25 février 2014*). Il est certain que beaucoup d'autres femmes ont eu à faire face à de semblables procédés et n'ont pas eu la chance de le découvrir à temps.

Initiatives mises en œuvre

Le gouvernement russe a fait très peu d'efforts pour lutter contre l'exploitation sexuelle si ce n'est la création de lois contre la prostitution et la traite à des fins de prostitution. Il n'y a presque aucun financement concernant les programmes d'aide aux victimes. Il n'y a eu donc aucune amélioration de la prise de conscience ou des efforts de prévention. Il n'existe ni coordinateur national pour les questions de traite, ni plan d'action national. Aucun mécanisme d'identification des victimes, aucune loi de base définissant les droits des victimes n'ont été créés (*CNN, 18 juillet 2008*). Le programme existant de formation pour apprendre aux responsables à gérer les questions de traite des êtres humains n'a jamais été exploité en 2014. La plupart du temps, les victimes étrangères sont expulsées au lieu de recevoir de l'aide. Bien que la Fédération de Russie se soit impliquée et qu'elle ait signé le Plan anti-traite de la CEI, les autorités ne l'ont pas encore mis en œuvre et n'ont pas montré une volonté suffisante de le faire à court terme (*U.S. Department of State, juillet 2015*). Globalement, le système russe concernant l'exploitation sexuelle est totalement inadapté.

L'aide apportée aux victimes provient majoritairement d'ONGs telles que *Angel Coalition*, une organisation à Moscou qui fournit aux victimes du conseil, de l'assistance et des programmes de réinsertion (*Tulane Journal of International Affairs, 2012*). Toutefois, le gouvernement ne semble pas désireux de travailler avec ces organisations, qui craignent souvent d'être interdites. De ce fait, la plupart d'entre elles ne travaillent qu'à faire évoluer la prise de conscience plutôt qu'à aider les victimes. En vérité, l'administration du Président Poutine a même nui aux ONGs qui essaient de venir en aide aux victimes (*The Washington Post, 23 juin 2013*). Une organisation internationale a rapporté qu'elle n'avait pu identifier et

secourir que 170 victimes du trafic. Vue l'étendue du problème en Fédération de Russie, ce chiffre est trop faible et probablement dû à un manque de coopération de la part du gouvernement. Au cours de l'année 2014, un des seuls programmes qui ait été soutenu par les autorités russes s'est concrétisé par un foyer de la Croix-Rouge russe réservé aux victimes de la traite, avec l'aide du Conseil municipal de Saint-Pétersbourg (*U.S. Department of State*, juillet 2015).

Depuis la chute de l'Union Soviétique, le nombre de personnes sexuellement exploitées n'a fait qu'augmenter. Cette tendance s'est confirmée et a même empiré ces derniers temps. Cela a été mis en évidence dans le rapport du Département d'Etat américain sur la traite des êtres humains, par la dégradation de catégorie. Au cours de la récente crise économique, les vies des personnes prostituées sont devenues encore plus difficiles. Elles ont dû augmenter leurs prix de 30 à 40 % pour s'adapter à l'inflation et à la baisse de la demande (*CNBC*, 4 décembre 2014). A l'avenir, le gouvernement russe doit changer entièrement sa façon de considérer l'exploitation sexuelle dans le pays. Il doit mettre au point un plan d'action national, décider d'un budget, mettre en pratique les programmes de formation pour les autorités, coordonner de façon plus satisfaisante les programmes gouvernementaux et ceux des ONGs, améliorer la prise de conscience chez le public et fournir de l'aide à l'intention des victimes. De façon plus générale, l'ensemble du système doit être réorganisé et le gouvernement russe doit s'efforcer d'aider ces milliers de victimes.

Sources

- « Clients must marry prostitutes or face jail – St Pete deputy », *RT TV-Novosti*, 27 octobre 2014.
- « Russia, China continue to allow human trafficking », *The Washington Post*, 23 juin 2013.
- « Russian Inflation: Now prostitutes raise rates », *CNBC*, 4 décembre 2014.
- Chance M., « Russia's Sex Slave Industry Thrives, Rights Groups Say », *CNN*, 18 juillet 2008.
- CRIDES/Fondation Scelles, *Revue de l'actualité internationale de la prostitution*, 2013.
- CRIDES/Fondation Scelles, *Revue de l'actualité internationale de la prostitution*, 2014.
- Gaines C., « Female Broadcaster: 'I almost became a victim of human trafficking at the Sochi Olympics' », *Business Insider*, 25 février 2014.
- Ivakhnyuk I., Ionstev V., *Human Trafficking: Russia*, Consortium for Applied Research on International Migration (CARIM East), CARIM-East Explanatory Note 2013/55, mai 2013.
- Litvinova D., « Amnesty International Highlights Russia's Prostitution Problem », *The Moscow Times*, 26 août 2015.
- Mazur L., « Human Trafficking in the Russian Federation », *Tulane Journal of International Affairs*, Vol.1, n°2, 2012.
- Mukomel V., *Combating Human Trafficking: The Russian Federation*, Consortium for Applied Research on International Migration (CARIM East), CARIM-East Explanatory Note 2013/30, 2013.
- Parvini S., « Is there a link between Major Sports Events and Sex Trafficking », *TakePart*, 7 février 2014.

- Skaffari P., Väyrynen S., « Prostitution as a Social Issue: The Experiences of Russian Women Prostitutes in the Barents Region », *Barents Studies: People, Economies and Studies*, Vol.1, Issue 1, 2014.
- Tiurukanova E.V., *Human Trafficking in the Russian Federation: Inventory and Analysis of the Current Situation and Responses*, Institute for Urban Economics for the UNI/IOM Working Group on 'Trafficking in Human Beings', UNICEF, ILO, CIDA, Moscow, 2006.
- U.S. Department of State, *Trafficking in Persons Report*, juin 2014.
- U.S. Department of State, *Trafficking in Persons Report*, juillet 2015.